

CPME 84 : un petit-déjeuner autour de la loi de finances 2024



La [Confédération de petites et moyennes entreprises \(CPME\) de Vaucluse](#) organise un petit-déjeuner ce jeudi 18 janvier à Orange avec pour thème 'Loi de finances 2024 : quelles conséquences pour le chef d'entreprise ?', en partenariat avec [Groupama Méditerranée](#) et le cabinet d'avocats [Fidal](#).

Cette rencontre sera animée par Pascal Paume, responsable de secteur commercial PME à Groupama Méditerranée, Maître Luc Droulez, avocat associé spécialiste en droit fiscal et douanier et directeur du cabinet Fidal Avignon, ainsi que par Yanis Derradji, juriste au cabinet Fidal Avignon. La loi de finances 2024 et l'actualité fiscale seront abordées, ainsi que l'immobilier d'investissement, à savoir comment se constituer un patrimoine tout en réduisant ses impôts. Une visite du Palais du Vin sera proposée au terme de la rencontre.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Inscription à l'adresse mail contact@cpme84.org

Jeudi 18 janvier. De 8h30 à 10h30. Palais du Vin d'Orange. 22 Giratoire Syrah - Sortie 22 A7. Orange.

V.A.

Adezio : tout savoir sur la loi de finances pour 2023



Le mardi 28 février prochain, le groupe d'expertise comptable, de conseil et d'audit [Adezio](#) organise un nouveau 'Rendez-vous du mardi' dans son cabinet du Pontet. Ce rendez-vous, animé par les experts-comptables d'Adezio, portera sur la loi de finances pour 2023 et sur les actualités fiscales.

Plusieurs sujets seront abordés lors de cet événement tels que l'impôt sur le revenu, les investissements immobiliers, les aides pour faire face à la crise énergétique, l'accompagnement à la transition énergétique, les impôts locaux, le régime d'imposition et l'imposition des résultats des entreprises, la TVA, l'option de l'entreprise individuelle (EI) pour son assimilation à une Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (Eurl) et assujettissement à l'impôt sur les sociétés (IS), les crédits d'impôts, la

Écrit par le 22 novembre 2024

conservation des documents comptables, ou encore l'actualité sur la gestion des biens immobiliers.

L'inscription à ce rendez-vous du mardi est gratuite mais obligatoire. Pour pouvoir y assister, il suffit de remplir [le formulaire en ligne](#).

Mardi 28 février. 17h30. 44 Avenue Charles de Gaulle. Le Pontet.

V.A.

CPME 84 : loi de finances 2023, quels changements pour les chefs d'entreprise ?



La confédération des petites et moyennes entreprises de Vaucluse (CPME 84), l'organisation au service des TPE-PME, commerçants et indépendants dans le département et son partenaire historique Groupama Méditerranée, s'associent pour une nouvelle rencontre thématique, ce jeudi 19 décembre.

Cette rencontre traitera de la loi de finances 2023 et sera animée par [Maître Luc Droulez](#), avocat associé, spécialiste en droit fiscal et douanier et directeur du cabinet Fidal Avignon. Les mesures fiscales en matière de fiscalité verte, d'urgence énergétique, de transition écologique pour les entreprises y seront abordées. Cette rencontre prendra la forme d'un petit-déjeuner organisé ce jeudi 19 janvier de 8h30 à 10h30, au Novotel Avignon Nord, 135 avenue Louis Pasteur, Sorgues.

Écrit par le 22 novembre 2024

cpme84
VAUCLUSE



Groupama
MÉDITERRANÉE

Animation :

Maître Luc Droulez

Avocat associé

***Spécialiste en droit fiscal et
douanier***

***Directeur du cabinet Fidal
Avignon***

 **FIDAL**

#PETIT-DEJEUNER

Jeudi 19 Janvier 2023

de 8h30 à 10h30

Au Novotel Avignon Nord

**Loi de
finances
2023, quels
changement
pour les chefs
d'entreprise ?**

Inscription ferme et définitive au 04 90 14 90 90 ou sur contact@cpme84.org.

J.R.

Écrit par le 22 novembre 2024

La nouvelle Loi de finances pour 2022 est disponible



Fabien Zucconi, du cabinet d'expertise comptable [Axiome associés](#), revient sur certaines nouvelles dispositions de la loi de finance 2022.

[La Loi de finances 2022](#) a été validée par le Conseil constitutionnel et publiée au Journal Officiel. Elle comporte certaines modifications au niveau de la fiscalité personnelle et de la fiscalité professionnelle, notamment pour les travailleurs indépendants.

Voici les principaux dispositifs modifiés.

Le barème de l'impôt sur le revenu

Le barème de l'impôt sur le revenu a été revalorisé, en augmentant les tranches de 1,4%.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Ainsi, les nouvelles tranches sont :

- tranche de revenu imposable par part fiscale **jusqu'à 10 225€** : Taux d'imposition de **0%**,
- tranche de revenu imposable par part fiscale **de 10 225 à 26 070€** : Taux d'imposition de **11%**,
- tranche de revenu imposable par part fiscale **de 26 070 à 74 545€** : Taux d'imposition de **30%**,
- tranche de revenu imposable par part fiscale **de 74 545 à 160 336€** : Taux d'imposition de **41%**,
- tranche de revenu imposable par part fiscale **de plus de 160 336€** : Taux d'imposition de **45%**.

La baisse de la taxe d'habitation

La taxe d'habitation continue de diminuer pour les contribuables qui n'en sont pas encore exonérés, excepté pour les résidences secondaires. Pour rappel, la taxe d'habitation a disparu pour 80% des français et doit disparaître totalement d'ici 2023.

Les transmissions d'entreprises assouplies

Afin d'encourager les cessions d'entreprises, certains dispositifs fiscaux ont été renforcés pour une durée limitée.

Ainsi, le délai pour céder une entreprise après avoir fait valoir ses droits à la retraite est porté de 2 à 3 ans dans le cadre de l'exonération d'impôt sur le revenu des plus-values professionnelles réalisées lors de la vente d'une entreprise individuelle pour départ à la retraite de l'exploitant. Le même allongement de délai est prévu pour l'abattement fixe sur les gains de cession de ses titres par un dirigeant de société partant à la retraite.

Par ailleurs, les plafonds d'application de l'exonération des plus-values professionnelles réalisées lors de la cession d'une entreprise individuelle sont revalorisés à 500 000€ pour une exonération totale (au lieu de 300 000€) et à 1M€ (au lieu de 500 000€) pour une exonération partielle.

Les acomptes des livraisons de biens exigibles de la TVA

Par ailleurs, la date de l'exigibilité de la TVA des fournisseurs sur les livraisons de bien est avancée au moment de l'encaissement des acomptes encaissés dès le 1er janvier 2023.

Ainsi, sauf en cas de versement préalable d'un acompte, la TVA sur les livraisons de biens sera toujours exigible au moment de la réalisation de l'opération. Dans ce cas, la TVA sera exigible dès le versement de cet acompte, à concurrence du montant encaissé.

Fabien Zucconi, associé et expert-comptable au sein du cabinet [Axiome Cévennes](#)